

Le 19 juillet 1994
N° 19056/N

FICHE PARTICULIERE

RWANDA - ZAIRE

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 014894 du 03 NOV 2006

SITUATION DANS LE NORD-KIVU

A Goma, la population zaïroise nourrit un lourd ressentiment à l'égard des Tutsi, tenus pour responsables de la catastrophe humanitaire qui guette toute la région.

Sur le plan humanitaire, les réfugiés de Goma, estimés à un million de personnes au moins (certaines évaluations s'élèvent à quatre millions), commencent maintenant à se diriger vers les camps prévus par le HCR à l'extérieur de la ville et où des distributions de vivres sont prévues.

Sur le plan militaire, on note encore, à proximité de la frontière rwando-zaïroise, des poches de résistance au Front Patriotique Rwandais (FPR) où plusieurs miliciens et soldats des Forces Armées Rwandaises (FAR) ont décidé de résister jusqu'à épuisement des dernières munitions.

Les bombardements du 17 juillet 1994, qui ont fait au moins cinquante morts parmi les réfugiés et entraîné la suspension des vols humanitaires, ont été accompagnés de tirs contre des hélicoptères français. Les tirs croisés qui se sont produits au milieu de la panique la plus totale ont, semble-t-il, eu pour origine des éléments FAR qui souhaitaient entraîner une riposte zaïroise contre le FPR. Celle-ci s'est effectivement produite, et les tirs des unités FPR toutes proches n'ont fait qu'ajouter à la confusion. Selon un renseignement non recoupé, un hélicoptère non identifié se serait même abîmé dans le lac Kivu.

Par ailleurs, complètement débordées, les Forces Armées Zaïroises (FAZ) ne contrôlent plus le flot d'armes détenu par les FAR. Afin de reprendre en main la situation, les autorités militaires zaïroises ont sanctionné les militaires des FAZ qui ont ouvert le feu lors des événements du 17 juillet au soir. De nouveaux renforts zaïrois sont également attendus, le 19 juillet, dans la région de Goma.

Les raisons suivantes amènent à considérer comme importants les risques de déstabilisation du Kivu :

- la surpopulation de la région de Goma risque d'entraîner des exécutions et des pillages en série. En effet, il apparaît désormais acquis que l'aide humanitaire ne pourra faire face aux énormes besoins des populations déplacées,

- les FAZ apparaissent comme totalement impuissantes à maîtriser la situation. Les renforts annoncés ne sont pas soutenus logistiquement et vivront donc de rackets et de pillages au détriment des réfugiés et de la population locale,

- les flots d'armes qui circulent maintenant dans tout le Kivu vont alimenter les milices extrémistes hutu du Zaïre et du Burundi, prêtes à poursuivre le combat contre les Tutsi. La constitution d'un réduit hutu entre Uvira et Bukavu n'est, en outre, plus à exclure.